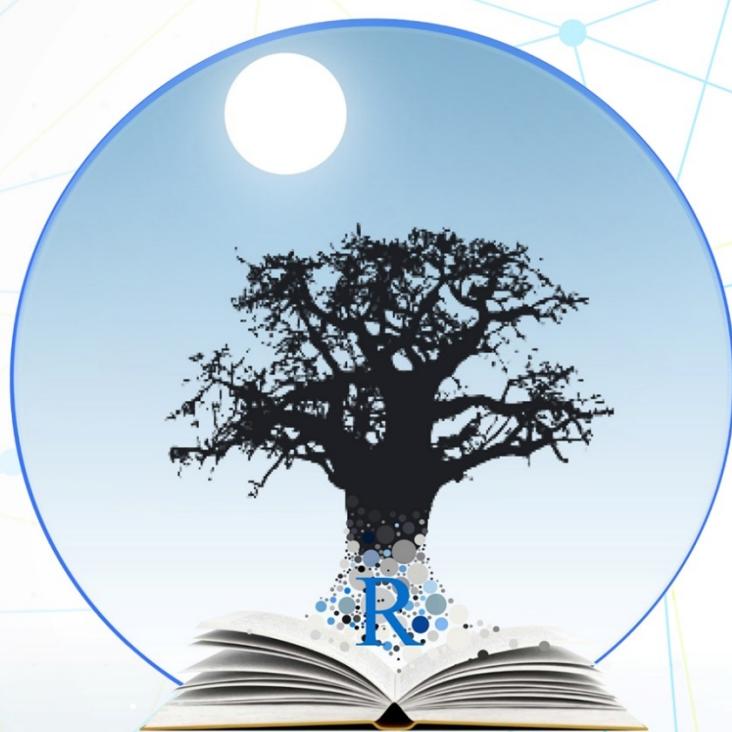


REL@COM

LANGAGE ET COMMUNICATION



revue électronique

Département des Sciences
du Langage et de la Communication

Université Alassane Ouattara
(Bouaké - Côte d'Ivoire)

ISSN: 2617-7560

Numéro 10 décembre 2025

REL@COM

LANGAGE ET COMMUNICATION



revue électronique

Département des Sciences
du Langage et de la Communication

Université Alassane Ouattara
(Bouaké - Côte d'Ivoire)

ISSN: 2617-7560

Numéro 10 décembre 2025

INDEXATIONS ET RÉFÉRENCEMENTS



ADVANCED SCIENCE INDEX

<https://journal-index.org/index.php/asi/article/view/12689>



TOGETHER WE REACH THE GOAL

<https://sjifactor.com/passport.php?id=23413>

Impact Factor 2024 : 5.051



<https://reseau-mirabel.info/revue/14886/RELaCOM-Revue-Langage-et-communication?s=1muc9dl>



<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/352725>

REVUE ELECTRONIQUE LANGAGE & COMMUNICATION

ISSN : 2617-7560

DIRECTEUR DE PUBLICATION : PROFESSEUR N'GORAN-POAMÉ LÉA M. L.

DIRECTEUR DE RÉDACTION : PROFESSEUR JEAN-CLAUDE OULAI

COMITÉ SCIENTIFIQUE

PROF. ABOLOU CAMILLE ROGER, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

PROF. ALAIN KIYINDOU, UNIVERSITÉ BORDEAUX-MONTAIGNE

PROF. AZOUMANA OUATTARA, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

PROF. BAH HENRI, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

PROF. BLÉ RAOUL GERMAIN, UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY

PROF. CLAUDE LISHOU, UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP

PROF. EDOUARD NGAMOUNTSIKA, UNIVERSITÉ MARIEN NGOUABI

DR FRANCIS BARBEY, MCU, UNIVERSITÉ CATHOLIQUE LOMÉ

PROF. GORAN KOFFI MODESTE ARMAND, UNIVERSITÉ F. HOUPHOUËT-BOIGNY

DR JÉRÔME VALLUY, MCU, HDR, UNIVERSITÉ PANTHÉON-SORBONNE

PROF. JOSEPH P. ASSI-KAUDJHIS, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

PROF. KOUAMÉ KOUAKOU, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

PROF. MAKOSO JEAN-FÉLIX, UNIVERSITÉ MARIEN NGOUABI

PROF. NANGA A. ANGÉLINE, UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY

PROF. POAMÉ LAZARE MARCELIN, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

PROF. TRO DÉHO ROGER, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

COMITÉ DE RÉDACTION

PROF. ABOLOU CAMILLE ROGER

PROF. JEAN-CLAUDE OULAI

PROF. KOUAMÉ KOUAKOU

PROF. NIAMKEY AKA

DR N'GATTA KOUKOUA ÉTIENNE, MCU

DR OUMAROU BOUKARI, MCU

COMITÉ DE LECTURE

PROF. IBO LYDIE

PROF. KOFFI EHOUMAN RENÉ

DR ASTÉ N'CHO JEAN-BAPTISTE, MCU

DR IRIÉ BI TIÉ BENJAMAIN, MCU

DR N'GATTA KOUKOUA ÉTIENNE, MCU

DR N'GUÉSSAN ADJOUA PAMELA, MCU

DR ADJUÉ ANONKPO JULIEN

DR COULIBALY DAOUDA

DR KOUAMÉ KHAN

DR OULAI CORINNE YÉLAKAN

DR YAO KOUAKOU GUILLAUME

MARKETING & PUBLICITÉ : DR KOUAMÉ KHAN

INFOGRAPHIE / WEB MASTER : DR TOURÉ K. D. ESPÉRANCE / SANGUEN KOUAKOU

ÉDITEUR : DSCL

TÉLÉPHONE : (+225 01 40 29 15 19 / 07 48 14 02 02)

COURRIEL : soumission@relacom-slc.org

SITE INTERNET : <http://relacom-slc.org>

LIGNE EDITORIALE

Au creuset des Sciences du Langage, de l'Information et de la Communication, la Revue Electronique du Département des Sciences du Langage et de la Communication **REL@COM** s'inscrit dans la compréhension des champs du possible et de l'impossible dans les recherches en SIC. Elle s'ouvre à une interdisciplinarité factuelle et actuelle, en engageant des recherches pour comprendre et cerner les dynamiques évolutives des Sciences du Langage et de la Communication ainsi que des Sciences Humaines et Sociales en Côte d'Ivoire, en Afrique, et dans le monde.

Elle entend ainsi, au-delà des barrières physiques, des frontières instrumentales, hâtivement et activement contribuer à la fertilité scientifique observée dans les recherches au sein de l'Université Alassane Ouattara.

La qualité et le large panel des intervenants du Comité Scientifique (Professeurs internationaux et nationaux) démontrent le positionnement hors champ de la **REL@COM**.

Comme le suggère son logo, la **REL@COM** met en relief le géant baobab des savanes d'Afrique, situation géographique de son université d'attache, comme pour symboliser l'arbre à palabre avec ses branches représentant les divers domaines dans leurs pluralités et ses racines puisant la serve nourricière dans le livre ouvert, symbole du savoir. En prime, nous avons le soleil levant pour traduire l'espoir et l'illumination que les sciences peuvent apporter à l'univers de la cité représenté par le cercle.

La Revue Electronique du DSLC vise plusieurs objectifs :

- Offrir une nouvelle plateforme d'exposition des recherches théoriques, épistémologiques et/ou empiriques, en sciences du langage et de la communication,
- Promouvoir les résultats des recherches dans son champ d'activité,
- Encourager la posture interdisciplinaire dans les recherches en Sciences du Langage et de la Communication,
- Inciter les jeunes chercheurs à la production scientifiques.

Chaque numéro est la résultante d'une sélection exclusive d'articles issus d'auteurs ayant rigoureusement et selon les normes du CAMES répondus à un appel thématique ou libre.

Elle offre donc la possibilité d'une cohabitation singulière entre des chercheurs chevronnés et des jeunes chercheurs, afin de célébrer la bilatéralité et l'universalité du partage de la connaissance autour d'objets auxquels l'humanité n'est aucunement étrangère.

Le Comité de Rédaction

RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS & DISPOSITIONS PRATIQUES

La Revue Langage et Communication est une revue semestrielle. Elle publie des articles originaux en Sciences du Langage, Sciences de l'Information et de la Communication, Langue, Littérature et Sciences Sociales.

I. RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS

Les articles sont recevables en langue française, anglaise, espagnole ou allemande. Nombre de page : minimum 10 pages, maximum 15 pages en interlignes simples. Numérotation numérique en chiffres arabes, en haut et à droite de la page concernée. Police : Times New Roman. Taille : 11. Orientation : Portrait, recto.

II. NORMES EDITORIALES (NORCAMES)

Pour répondre aux Normes CAMES, la structure des articles doit se présenter comme suit :

- Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.
- Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction, Méthodologie, Résultats, Analyse et Discussion, Conclusion, Bibliographie.
- Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (exemples : 1. ; 1.1. ; 1.2 ; 2. ; 2.2. ; 2.2.1 ; 2.2.2. ; 3. ; etc.).

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante : (Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées). Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : Nom et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition.

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur.

III. RÈGLES D'ETHIQUES ET DE DÉONTOLOGIE

Toute soumission d'article sera systématiquement passée au contrôle anti-plagiat et tout contrevenant se verra définitivement exclu par le comité de rédaction de la revue.

SOMMAIRE

1. Nanon Pierre BROU (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / Jodvin Symphorien De Blahoua KOFFI (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
La dialectique comme fondement de l'éducation politique chez Platon **14**
2. Salifou COULIBALY (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Dynamique urbaine et risque de conflit dans la ville de Tiassalé **23**
3. DJAHA Koffi Henri (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan-Côte d'Ivoire) / YAO N'Goran Hubert (Université de Bondoukou) / LOBA Saga Bernard (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan-Côte d'Ivoire)
Le suicide chez les jeunes adultes d'Abidjan selon leur religion et estime de soi **36**
4. KONATÉ Djakaridja (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan-Côte d'Ivoire)
Une analyse critique des discours sur le panafricanisme et la souveraineté en Afrique de l'ouest **47**
5. Awa KAMATÉ (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / ATTIA Michel Akabilé (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / Gnénégnimin SORO (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Rationalité locale et hésitation vaccinale : perceptions des maladies infantiles et limites du PEV à Odienné (Côte d'Ivoire) **64**
6. Khan KOUAMÉ (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Les Réseaux Sociaux Numériques (RSN) et les nouveaux visages de l'opinion publique ivoirienne **79**
7. Koménan KOFFI (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan-Côte d'Ivoire)
"Keine andere kunsform produziert so intensive und vielfältige gerfül reationen wie das kino" : Zur emotivität des films un seine (aus) wirkungen das individuum und die gesellschaft **91**
8. Kouamé Sylvestre KOUADIO (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan-Côte d'Ivoire)
Heimat ist weder hier noch dort. Heimat ist in di roder nirgends : Eine postmoderne lektüre des heimat konstrukts bei stefanie zweig in karibu heisst willkommen **100**

9. KOUAMÉ-KONATÉ Aya Carelle Prisca (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)	
L'Intelligence Artificielle à l'épreuve de la recherche ivoirienne : entre perception et réalité du rôle	110
10. KPANGBA Boni Hyacinthe (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / GOH Tianet Yannick Emmanuel (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / AHOULOU Mahipou Fernande Marie Josée (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)	
La communication socioculturelle : outil d'accès à l'information et d'émancipation économique des femme Abouré de Bonoua	120
11. Jean-Michel Kouakou Kan N'GUESSAN (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / KOUASSI Akissi Germaine (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / Jean-Claude OULAI (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)	
Geste populaire et marketing d'opportunité : étude d'un phénomène de récupération publicitaire dans l'espace numérique ivoirien	131
12. Koffi Gilles Olivier N'GUESSAN (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)	
Analyse et enjeux des messages de la plateforme de lutte contre la cybercriminalité (PLCC) en Côte d'Ivoire sur sa page Facebook pour un changement de comportement des populations	146
13. Aboubakar SYLLA (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / Lydie IBO (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)	
Les tribulations référentielles de la grammaticalisation espagnole du pronom « On »	163
14. THOAT Akoissy Clarisse-Leocadie (Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle, Abidjan-Côte d'Ivoire)	
Féminicide en Côte d'Ivoire : entre silence médiatique et contre-discours numériques, une analyse communicationnelle des récits de violence genrée	176
15. Hervé Kobenan YAO (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan-Côte d'Ivoire)	
Enjeux des théories de la démonstration et de la définition chez Aristote	190
16. Ange Thibaut Kahelad YAON (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan-Côte d'Ivoire) / Oumar Go N'Golo Emmanuel SORO (Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny, Yamoussoukro-Côte d'Ivoire)	
Communication participative et modélisation organisationnelle pour l'autonomisation économique des femmes en milieu rural en Côte d'Ivoire	199

17. YOKORÉ Zibé Nestor (Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle, Abidjan-Côte d'Ivoire)

La scène du deuil en pays Bété : analyse dramaturgique et sociologique des pleureuses professionnelles en Côte d'Ivoire **213**

18. BOUDIMBOU Bienvenu (Université Marien Ngouabi, Brazzaville-Congo) **Les pratiques journalistiques à l'ère du numérique : mutation et défis au Congo**

224

UNE ANALYSE CRITIQUE DES DISCOURS SUR LE PANAFRICANISME ET LA SOUVERAINETÉ EN AFRIQUE DE L'OUEST

KONATÉ Djakaridja

Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Cocody)

konate.zed@gmail.com

Résumé

Cette contribution vise analyser les discours sur le panafricanisme en Afrique de l'Ouest qui laisse apparaître que ce concept a été détourné de son idéal. En effet, de son idéal d'unir le continent africain, le panafricanisme est devenu un instrument de propagande, un slogan de soutien, un enrôlement pour le front et surtout un discours mobilisateur vide de toute substance. Cependant, derrière ces slogans « à bas la Françafrique », « à bas l'impérialisme », « vivre la révolution », ces mots enflammés au quotidien pour affirmer son panafricanisme et sa souveraineté, se cache une vérité plus sombre : la mauvaise gouvernance, la corruption, les arrestations arbitraires des opposants, la dissolution des partis politiques, la justice a perdu toute légitimité, et les ressources publiques ont été détournées par une élite, plongeant la population dans une instabilité extrême. Il nous faut sortir des arrogances souverainistes et nationalistes pour construire une Afrique des possibles. Dans un contexte de discours souverainistes radicalisés, comment unir nos ressources pour faire face aux défis sécuritaires.

Mots-clés : Afrique de l'ouest - Bonne gouvernance – Panafricanisme – Souveraineté – Unité africaine.

Abstract

This contribution aims to analyze the discourse on Pan-Africanism in West Africa, revealing that this concept has strayed from its ideal. Indeed, from its original goal of uniting the African continent, Pan-Africanism has become an instrument of propaganda, a support slogan, a recruitment tool for the front, and above all, an empty mobilizing discourse devoid of substance. However, behind these slogans such as "Down with Françafrique," "Down with imperialism," and "Long live the revolution," these fiery words used daily to assert one's Pan-Africanism and sovereignty, lies a darker truth: misgovernance, corruption, arbitrary arrests of opponents, the dissolution of political parties, the judiciary has lost all legitimacy, and public resources have been diverted by an elite, plunging the population into extreme instability. We must move beyond sovereignist and nationalist arrogance to build an Africa of possibilities. In the context of radicalized sovereignist discourse, how can we unite our resources to face security challenges ?

Key-words : West Africa - Good governance - Pan-Africanism - Sovereignty - African unity.

Introduction

La ferveur des indépendances cha-cha des années 1960 a fait souffler un vent d'optimisme sur l'Afrique. Tout portait à croire que notre heure avait sonné. Celle de créer l'Unité africaine, un crédo cher à Nkrumah dans sa lutte panafricaine. Il affirmait à juste titre que « notre objectif, c'est dès maintenant l'unité africaine » (K. Nkrumah, 2014, p. 181). Ainsi, Nkrumah a une seule obsession : l'unification juridique et politique de l'Afrique. C'est dire que le nkrumahisme revendique la personnalité africaine en tant

qu'unificateur culturel d'un nationalisme à l'échelle continentale. Les États-Unis d'Afrique. 55 États doivent renoncer à leur souveraineté pour la confier à un super État fédéral avec des États fédérés sous la direction d'un gouvernement fédéral, à l'instar des États-Unis d'Amérique. La formule est séduisante. L'idée est belle, voire heureuse. L'Unité africaine n'est pas une idée nouvelle. Elle a été portée à l'aube des indépendances par le Ghanéen Kwame Nkrumah, le Malien Modibo Keïta, le Guinéen Sékou Touré, le Congolais Patrice Lumumba et le Centrafricain Barthélémy Boganda. La création de l'organisation de l'unité africaine à Addis-Abeba en 1963 s'inscrivait dans cette dynamique. Ainsi, les princes africains des pays nouvellement indépendants se retrouvèrent en Conférence des États indépendants d'Afrique pour mettre en place l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) (actuelle UA) en 1963, ce qui rassurait encore les plus sceptiques. Cependant, soixante ans après la création de l'OUA et vingt ans après sa dissolution pour être remplacée par l'Union africaine (UA) nous sommes en droit de nous interroger avec Edem Kodjo (2014, p. 73) « est-ce que l'Organisation a réalisé l'unité ? », le constat est amer eu égard aux différents conflits politiques, diplomatiques, sécuritaires et militaires intra et interrégionaux qui ne cesse de fragiliser le continent. Plus d'un siècle après le partage et le morcellement de l'Afrique, la problématique de l'unité africaine se pose aujourd'hui avec beaucoup plus d'acuité. Plus de soixante ans après les indépendances, nous assistons à une mauvaise instrumentalisation de l'idéal panafricanisme. Certains dirigeants utilisent le discours panafricaniste pour légitimer des régimes autoritaires, tout en ne changeant rien au système. Des conflits d'intérêts : les États africains n'ont toujours pas les mêmes priorités ni les mêmes visions politiques, ce qui crée des tensions diplomatiques et les conflits entre les pays africains. Ces conflits et tensions sont d'actualité eu égard à ce qui se passe entre d'une part le Mali, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire, entre l'Algérie et le Maroc, du Congo-Brazzaville et du Rwanda, et d'autre part entre le retrait des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) de la CEDEAO prouvent la précarité d'une unité africaine qui ne cesse de se mordre la queue. Si mal interprété, le panafricanisme est confondu avec le renoncement de la démocratie et un rejet de toute coopération internationale avec l'Occident. Ce qui amène O. Ndiaye (2025, p. 99) à dire que : « Le ressort du discours est simple : mystification du projet panafricain (il réglera comme par magie tous les problèmes du continent sans trop dire comment) et son usage comme arme contre l'impérialisme (théorie de la guerre avec l'Occident). » Ce qui isolerait l'Afrique au lieu de la renforcer et donne l'illusion de souveraineté et la prétendue puissance de nos États. Selon Y. Zerbo (2003/4, p. 117) : « L'accession à l'indépendance semble avoir consacré, sur le continent, le développement du micro-nationalisme. Chaque État semblait plutôt préoccupé à défendre sa souveraineté et à rechercher les moyens de son développement rapide. » Face à l'amplification des discours souverainistes prônés par de nouveaux panafricanistes, nous pouvons dire que ces propos de Zerbo n'ont pris aucune ride, car ils traduisent parfaitement l'état actuel de nos États africains. Peut-on véritablement prôner le panafricanisme sur un continent traversé - depuis les indépendances - par des mouvements séparatistes ? Hier c'était le Biafra du Nigéria, Katanga au Zaïre, l'Azawad, l'Amazonie, la Casamance... qui veulent se retirer respectivement de du Cameroun, du Mali, du Sénégal, de l'Algérie, et de la Somalie. Les guerres de Sécession aboutissent à la création de l'Érythrée et du Soudan du Sud en rupture avec l'Éthiopie d'une part et le Soudan d'autre part. Peut-on véritablement parler de panafricanisme sur le continent où l'idéologie de la préférence nationale gagne de plus en plus de terrain ? Les théories nationalistes et souverainistes sont l'étandard politique de nombreux hommes et partis politiques sur le continent. Il

est récurrent de voir des États africains chassés par des ressortissants d'autres pays africains de leur territoire. Comment les panafricanistes transformeront-ils ces obstacles en opportunités ? Ces faiblesses en force ?

Nos objectifs seront de montrer que l'idéal du panafricanisme a été détourné pour cacher les vrais problèmes de l'Afrique, de démontrer comment ce néo-panafricanisme fragilise les États africains les plongeant ainsi dans la dépendance extérieure. Enfin, il s'agira de montrer la nécessité de sortir du panafricanisme de slogan et de tribune pour faire face aux problèmes de l'Afrique en adoptant le pragmatisme politique.

1. Le panafricanisme ou le détournement d'un idéal

Le panafricanisme est un concept créé par Henry Sylvester-Williams (né le 15 février 1869, mort le 26 mars 1911), lors de la conférence panafricaine de Westminster Hall du 23 au 25 juillet 1900 à Londres, pour désigner l'ensemble des mouvements sociopolitiques, intellectuels et culturels qui tentent de réunir les Noirs. Il a pour essence la solidarité entre les peuples d'origine africaine. Kwame Nkrumah est le premier intellectuel et homme politique africain à revendiquer un nationalisme panafricaniste. Il estimait que la balkanisation de l'Afrique est un frein à la lutte contre l'impérialisme. C'est pourquoi il prônait l'unification juridique et politique du continent. Il affirmait à juste titre dans *l'Afrique doit s'unir* :

« L'unité de l'Afrique et la force qu'elle retirerait d'une unification à l'échelle continentale de son développement économique et industriel soutenu par une politique unifiée de non-alignement pourraient avoir un effet sur la paix du monde. » (K. Nkrumah, 1994, p. 231). Mieux, lors de la déclaration d'indépendance du Ghana le 6 mars 1957, il soutient : « Il n'y aura jamais de liberté pour mon peuple ni pour aucun autre peuple du continent, avant que tous les peuples africains ne soient affranchis. » (J. Ziegler, 1978, p. 76).

Ce concept devrait résonner comme un hymne à la dignité retrouvée, une promesse de liberté et de solidarité entre les peuples africains. C'était l'étendard brandi par Nkrumah, Sékou Touré et Cheikh Anta Diop. Cependant, cet idéal est détourné et est même devenu un slogan, car « l'acuité et l'urgence du panafricanisme aujourd'hui ne se mesurent qu'au nombre de « like » et followers » (O. Ndiaye, 2025, p. 102). Dans les capitales du Sahel aujourd'hui où le panafricanisme est tendance et commode, ce noble idéal s'est mué en un slogan de propagande, un discours mobilisateur et une croyance. Kémi Séba, de son vrai nom Stellio Gilles Robert Capo Chichi, est la figure la plus emblématique de ces néo-panafricanistes.

Fin communicant, Séba connaît le poids des images. Le 19 août 2017, il brûle sur la place de l'Obélisque à Dakar un billet de franc CFA. Viralité garantie. Le processus d'icônicification entre dans une nouvelle phase. Séba déploie une « puissance médiatique » sans précédent sur les réseaux sociaux, capable de s'affranchir des médias classiques. Il est sans doute le néo-panafricaniste francophone avec le plus d'audience. En mai 2025, il compte 1,3 million d'abonnés à sa page Facebook, 994 000 abonnés sur Twitter et 248 000 sur sa chaîne YouTube. (O. Ndiaye, 2025, pp. 108-109).

À Bamako, à Niamey, à Ouagadougou, il est reçu comme un président avec tous les honneurs. Le prédicateur activiste du panafricaniste devient même conseiller spécial du général Abdourahamane Tiani, le chef du régime militaire du Niger.

Quand, le général Tiani, arrivé au pouvoir par un coup d'État en juillet 2023, est proclamé (sans élection ni vote), le 26 mars 2025, président de la République pour une

durée de cinq ans au minimum « modulable en fonction de la situation sécuritaire » du pays, Séba tweete : « Le général Tiani, le défenseur et protecteur du peuple, devient officiellement président du Niger. » Quand le chef du régime militaire au Burkina Faso, le 29 avril 2025, crie à la tentative de coup d'État, Séba tweet : « Celui qui s'attaque à l'un d'entre nous s'attaque à nous tous. Celui qui veut faire du mal à notre frère Ibrahim Traoré devra nous passer d'abord sur le corps ». (O. Ndiaye, 2025, p. 109).

Le panafricanisme est devenu un slogan de soutien, un enrôlement pour le front et surtout un discours mobilisateur. À Conakry, Bamako, Ouagadougou ou Niamey, les militaires au pouvoir ont accaparé ce concept pour en faire une arme de diversion massive. Leur version du panafricanisme n'a rien à voir avec l'unité des peuples : elle n'est qu'un masque destiné à dissimuler leur obsession réelle, à savoir la conservation d'un pouvoir conquis par les armes et maintenu par la force. Le discours officiel est rodé : « L'Afrique doit se libérer de la tutelle occidentale », « nos pays doivent retrouver leur souveraineté », « les peuples africains doivent s'unir contre le néocolonialisme ». Rien de plus juste, en apparence. On agite les foules avec des slogans simplistes, « victoires totales », « souveraineté retrouvée », « ennemis extérieurs », alors que la réalité est bien plus crue. Ces pays restent fragmentés, les partis politiques dissous, les intellectuels bâillonnés, les populations abandonnées, des territoires livrés aux groupes armés qui imposent leur loi à moto.

Derrière les slogans « à bas la Françafrique », « à bas l'impérialisme », « vivre la révolution », ces mots enflammés au quotidien, se cache une vérité plus sombre : la corruption a gangréné ces États, la justice a perdu toute légitimité, et les ressources publiques ont été détournées par une élite, plongeant la population dans une pauvreté extrême. Pendant ce temps, l'anti-impérialisme est instrumentalisé pour museler toute opposition intérieure. Car, dans les faits, quel panafricanisme ces jupes défendent-elles vraiment ? Pas celui de la liberté, puisque journalistes, syndicalistes, opposants et simples citoyens critiques sont réduits au silence, menacés ou emprisonnés. Au fond, leur seule volonté, c'est de se maintenir au pouvoir. En plus de Tiani qui s'est proclamé président sans élection, Goïta s'octroie un mandat de cinq ans sans élection également et dissout tous les partis politiques de son pays. Tout comme Séba, il faut un activiste pour manipuler le peuple à adhérer à un tel projet. La Suissesse Nathalie Yamb, alter ego du Français Kémi Séba, affirme tout son soutien à Goïta :

Les élections, jusqu'à ce jour, ne nous ont apporté que la stagnation dans la pauvreté. Mais il s'en trouve en Afrique pour hurler parce qu'on dissout des partis politiques, qui sont aux mieux inutiles, et plus généralement nuisibles. Pleurez fort ! Les réformes profondes entreprises par les dirigeants de l'AES sont dures, mais un vrai chemin vers le progrès collectif. L'argent dédié aux élections et au financement public des partis politiques doit être utilisé pour renforcer la sécurité et les projets structurants. Que ceux qui sont trop nostalgiques des élections et des partis politiques cessent de servir de relais à la déstabilisation de nos pays. Plus vite, vous cesserez d'être les collabos de l'ennemi, plus vite tout le monde avancera. (O. Ndiaye, 2025, p. 111).

Dans un continent où la lecture et la recherche par soi et pour soi sont, les choses les moins bien partagées, toutes les choses les moins bien partagées, toutes les fadas passent comme une lettre à la poste. Nos plus grandes maladies infantiles communes sont le déni de la réalité et par-dessus tout l'ignorance.

L'ambition de ces néo-panafricanistes au Mali, Burkina Faso, le Niger, n'est pas celui de l'unité des peuples, puisque ces régimes attisent le nationalisme pour dresser les

populations les unes contre les autres, en fomentant la haine envers les voisins ou les communautés jugées « hostiles ». Pas celui de la prospérité partagée, puisque la corruption, la prédatation des ressources et l'économie de guerre persistent, tandis que les populations s'enfoncent dans la misère et l'insécurité.

Le panafricanisme des juntas n'est qu'un nationalisme de caserne, un cri de défi contre l'Occident qui masque leur incapacité chronique à sécuriser les territoires, à nourrir les populations et à bâtir des institutions solides. On nous serine que les armées sont les « sauveurs de la patrie », que le peuple doit leur accorder une confiance aveugle. Mais les faits sont implacables : depuis leur prise de pouvoir, ni le Mali, ni le Burkina Faso, ni le Niger n'ont vu reculer l'insécurité. Au contraire, les attaques jihadistes s'intensifient, les massacres de civils se multiplient, et les axes routiers deviennent impraticables. Le peuple s'étoile à petit feu, mais les dirigeants préfèrent organiser des sommets « historiques » où l'on brandit le drapeau du panafricanisme en clamant victoire contre la France ou la CEDEAO.

Pendant que la propagande tourne en boucle, la réalité reste cruelle : ce n'est pas l'unité africaine qu'ils édifient, mais une forteresse de mensonges pour préserver leurs régimes militaires. Le scandale le plus criant réside peut-être là : en invoquant le « panafricanisme » pour justifier leur autoritarisme, ces régimes salissent l'héritage des pionniers qui rêvaient d'une Afrique libre et fraternelle. Ils défigurent l'utopie en caricature grotesque. Car le panafricanisme authentique n'était pas un simple rejet de l'Occident. C'était une ambition positive : unir les peuples africains autour d'un projet de société fondé sur la liberté, la justice sociale, l'éducation et l'indépendance économique. Aujourd'hui, il est réduit à une rhétorique vide : un drapeau agité lors des parades militaires, un mot magique pour neutraliser les critiques, un mantra ânonné à la télévision publique.

On en arrive à une absurdité où quiconque ose demander des comptes à ces néo-panafricanistes est taxé de « vendu à l'Occident », de « traître à la cause africaine » ou d'*« ennemi de la souveraineté »*. La moindre critique devient un crime contre le panafricanisme. Voilà comment une idée libératrice se mue en outil d'oppression. Les peuples du Sahel doivent ouvrir les yeux : accepteront-ils que l'étandard de leur libération historique devienne le drapeau d'une dictature ? Toléreront-ils que le rêve d'unité et de dignité africaine serve désormais à couvrir la répression, l'échec militaire et l'enrichissement d'une élite ? Le vrai panafricanisme ne se forge pas dans les casernes, mais dans les villages, les universités, les champs et les usines. Il ne naît pas de slogans anti-occidentaux, mais de solidarités concrètes entre citoyens africains. Il n'a rien à voir avec la confiscation du pouvoir, mais tout avec l'émancipation des peuples. Il est temps de le proclamer haut et fort : ces néo-panafricanistes du Sahel ne sont pas les héritiers du panafricanisme, mais des confiscateurs du pouvoir et les négateurs de la démocratie. Ils ne libèrent pas l'Afrique comme ils le prétendent, mais ils l'enchaînent à nouveau, au nom d'un idéal qu'ils ont vidé de sa substance. Et c'est précisément là que réside le danger : quand une idée noble devient le masque d'une dictature, elle cesse d'être une espérance pour se transformer en imposture de souveraineté qui met en mal l'unité africaine.

Pour ces panafricanistes maximalistes, le discours est clair : « tout ce qui est occident doit dégager ». Par conséquent les pays frontaliers qui collaborent avec l'Occident, notamment la France, sont accusés de « traite à la cause africaine » ou d'*« ennemi de la souveraineté »*. En effet, « la souveraineté » est devenue un discours pour revendiquer

son appartenance au panafricanisme qui consiste à proférer un cri de défi contre l’Occident et tous les États africains en collaboration avec l’Occident. Créant ainsi des tensions diplomatiques entre les États de la sous-région. Face aux discours souverainistes et à ses corolaires de tensions, il y a lieu de se demander : l’unité africaine tant prônée par les pères du panafricanisme comme William Burghardt Du Bois, Kwame Nkrumah et autres est-elle encore réalisable ?

2. La souveraineté partagée : un idéal du panafricanisme en souffrance

Après l’euphorie des indépendances acquises, les dirigeants des États nouvellement constitués se retrouvèrent pour mettre en place l’Organisation de l’Unité africaine (OUA), censée donner forme au rêve d’une Afrique unie. En effet, au terme des confrontations d’idées l’OUA décida de construire cette unité autour de cinq blocs régionaux que sont l’Afrique du centre, l’Afrique de l’Est, l’Afrique du Nord, l’Afrique de l’Ouest et l’Afrique du Sud. Ainsi, l’OUA privilégia l’approche gradualiste et régionaliste de l’unité africaine incarnée par Félix Houphouët-Boigny de Côte d’Ivoire, Hailé Sélassié de l’Éthiopie, William Tubman de Libéria et Léopold Sédar Senghor du Sénégal sur la vision indépendantiste radicale et révolutionnaire incarnée par Kwame Nkrumah du Ghana, Ahmed Sékou Touré de la Guinée, Modibo Kéita du Mali et Ahmed Ben Bella d’Algérie. L’approche adoptée par la défunte OUA et l’actuelle l’Unité africaine (UA) avait pour objectif l’unité sous-régionale qui devait servir de fondement pour asseoir une Afrique unie. Mais plus de soixante après la mise en place de l’OUA et vingt ans après sa mort et son remplacement par l’Union africaine (UA), la volonté de voir l’Afrique s’unir progressivement n’est pas effective. Elle risque de ne jamais voir le jour eu égard aux discours souverainistes qui alimentent les tensions diplomatiques, les différents conflits politiques, sécuritaires et interrégionaux qui ne cessent de fragiliser l’idéal panafricanisme de voir une Afrique unie.

Il y a d’un côté ceux qui ont une vision très utopiste de la souveraineté. Ils considèrent qu’on est souverain lorsqu’on est capable – dans un monde globalisé – d’avoir tous les leviers en main. Et puis il y a de l’autre côté une vision beaucoup plus réaliste qui considère qu’effectivement – indépendamment de notre volonté à pouvoir prendre en main le destin national – nos pays sont assujettis à des responsabilités sous-régionales. Nous avons par exemple des accords au niveau de la CEDEAO et nos pays sont assujettis à des responsabilités au niveau du continent avec l’Union africaine. Nous sommes donc dans une sorte de souveraineté partagée.

La question de la souveraineté semble nouvelle tant elle est employée dans tous les sens. Aujourd’hui, des hommes politiques, notamment les dirigeants des États du Sahel la réduisent au simple rapport entre nos États africains et le reste du monde. Alors que depuis 1930 le traité de Montevideo définit juridiquement la souveraineté. Selon cette définition juridique, il y a quatre points. Premièrement, la souveraineté se fonde sur la présence d’un territoire. Ce qui est un acquis pour les États africains. Le deuxième principe, c’est l’existence d’un peuple. Ce qui est aussi acquis pour les pays africains parce qu’ayant des peuples. Le troisième est une gouvernance effective. Ce qui est aussi un acquis pour nos États africains. Le dernier qui a été cité comme complément, c’est la capacité d’un État à interagir avec le reste du monde. Ce que nos États font déjà. Aussi, l’ONU reconnaît 195 États souverains. Parmi ces États, les pays africains sont cités. Si les pays africains sont juridiquement souverains, qu’est-ce qui explique ce radicalisme des États du Sahel dans la revendication de la souveraineté de l’Afrique ? Qu’est-ce qu’ils veulent remettre en cause qui n’existe pas déjà ? Nous pensons

simplement que c'est un mot qui, dû aux circonstances que nous voyons dans le Sahel, est devenu un mot à la mode. Et tout le monde veut s'en accaparer en transformant la souveraineté en un adjectif qui désormais s'appliquerait à tous les secteurs de part et d'autre.

En Afrique de l'Ouest particulièrement, l'on assiste au vent du discours souverainiste qui met en mal l'unité de cette partie du continent. Il s'agit du retrait de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) du Mali, du Burkina Faso et du Niger, respectivement dirigé par des militaires venus au pouvoir par coup d'État. Ces militaires se réclament d'un panafricanisme révolutionnaire prônant ainsi un souverainisme anti-impérialiste. Avec ces nouveaux panafricanistes - que l'on pourrait appeler des maximalistes en raison de leur radicalisme - le discours panafricaniste et souverainiste pourrait se résumer en ces termes : tout ce qui vient de l'Occident notamment la France doit dégager.

Ainsi une partie de la jeune africaine se construit une conscience politique contre la France, contre l'Occident, contre la domination postcoloniale. Au point d'oublier l'Afrique ! Cette obsession de l'Occident est une des maladies du néo-panafricanisme. Stérile et incantatoire, ce panafricanisme rompt avec l'humanisme des fondateurs d'abord mis par leurs luttes pour les droits, donc pour la démocratie. Ce détournement n'a été possible que parce que le panafricanisme s'est fourvoyé après les indépendances, en rompant avec l'idéal démocratique. (O. Ndiaye, 2025, p. 161).

Ce qui fait que les pays frontaliers qui collaborent avec l'Occident notamment la France sont considérés par ces militaires comme des ennemis de la révolution et font l'objet d'accusations sans fondement. Tout comme le panafricanisme, la souveraineté est détournée de son idéal pour devenir plus un slogan, un discours rassembleur et provocateur.

Il y a trois ans c'est-à-dire le 30 septembre 2022, le capitaine Ibrahim Traoré, l'une des figures montantes qui incarnent le néo-panafricanisme, prenait le pouvoir au Burkina Faso, à la faveur d'un coup d'État. Un putsch qu'il justifiait par l'incapacité des autorités en place à l'époque à ramener la sécurité face aux groupes terroristes. Dès son arrivée au pouvoir, il avait promis de régler la situation en quelques mois. Trois ans plus tard, les attaques terroristes se poursuivent. Au Burkina Faso, comme s'il voulait anticiper les critiques sur son bilan sécuritaire, l'État-major des armées avait publié un communiqué le 26 septembre 2025, mettant en garde les militaires sur les « fausses rumeurs » d'« ennemis » cherchant à « saper notre cohésion, entamer notre moral et semer la discorde ». Une publication rare, le dernier communiqué datant du 10 novembre 2024. Puis le dimanche 28 septembre 2025, c'est le chef de l'État qui s'exprime sur la promesse qu'il avait faite de régler la situation en quelques mois. Ibrahim Traoré s'est justifié, arguant que des « conditions préalables » n'étaient pas réunies lorsqu'il a pris le pouvoir : manque d'armement, de munitions et d'effectifs. Trois ans plus tard, Ibrahim Traoré a équipé son armée, renforcé le nombre de militaires et de volontaires pour la défense de la patrie. Mais sur le terrain, peu de changements. Les terroristes sont encore bien présents dans le pays et selon les défenseurs de droits de l'homme, les libertés individuelles, syndicales, politiques ou journalistiques n'ont cessé de reculer. C'est l'avis de Didier Ouédraogo, président du Mouvement burkinabé des droits de l'homme et des peuples (MBDHP), section France, confié à Frédéric Garat. Sur le plan sécuritaire, le Burkina Faso a connu autant d'attaques terroristes en 2024 et 2023 qu'en 2022 et 2021, selon l'ONG Acled qui recense les victimes de conflits dans

le monde. Des victimes burkinabés dont le nombre a en revanche plus que doublé, passant de plus de 6 500 à près de 16 000 morts. Ce qui fait du Burkina Faso le pays le plus touché au monde par le terrorisme, ces deux dernières années, selon le Global Terrorism Index.

Face à cette réalité accablante qui endeuille le peuple burkinabé, le président Ibrahim Traoré accuse ses voisins de vouloir déstabiliser son pays. Ce qui soulève des tensions sous-régionales et embrase la sécurité dans cette partie du continent. L'Algérie, la Mauritanie, la Côte d'Ivoire : tous sont accusés à tour de rôle de fermer les yeux ou de financer le chaos. Les géopolitiques troubles existent. Mais pointer du doigt ses voisins sans fournir de preuves, c'est détourner les yeux de ses propres échecs. Ces accusations empêchent l'unité politique des nations ouest-africaines et rendent l'aspiration commune à une Afrique unie périlleuse.

Il faut noter que cette situation est grave à la lumière des polémiques et accusations réciproques qui alimentent sans trêve depuis ces trois dernières années et même un peu plus, les rapports entre des États du Sahel et celui de la Côte d'Ivoire. Créant ainsi des tensions diplomatiques entre les États de la sous-région. De l'avis de F. Guy (1961, p. 761), « chaque État, pris individuellement, a parfaitement conscience de ses faiblesses et de ses limites pour défendre sa souveraineté, assurer son développement économique, mais aussi conscience de son incapacité face aux problèmes africains et internationaux ». Cette approche nous amène à comprendre qu'aussi longtemps que nos États seront divisés, ils seront vulnérables face aux défis nationaux et internationaux.

Les putschistes maliens ont vendu au peuple une fiction dorée : celle d'une souveraineté retrouvée. En réalité, ils ont troqué la tutelle française contre une dépendance russe au rabais, substituant un maître lointain par un mercenaire indifférent. Aujourd'hui, même Moscou, accaparée par ses fronts ukrainiens et ses propres démons économiques, abandonne progressivement Bamako à son sort. Sur le terrain, les chiffres parlent d'eux-mêmes avec la brutalité du réel : plus de 75 % du territoire malien échappe au contrôle effectif de Bamako. Les groupes djihadistes encerclent désormais le pays du Nord au Sud, de Kidal à Kayes, tissant une toile mortifère qui étrangle lentement la nation. Les routes stratégiques vers la Mauritanie, la Côte d'Ivoire et le Sénégal sont coupées, transformant le Mali en île terrestre, suffoquant dans son propre isolement. Les réserves de carburant sont à sec dans 80 % des stations-service, les écoles et universités sont fermées, le commerce agonise, et les réfugiés fuient massivement vers les pays voisins principalement la Côte d'Ivoire et le Sénégal, ces terres d'exil devenues refuges de la dernière chance.

Pendant ce temps, Assimi Goïta et ses cinq généraux de salon paradent dans des uniformes impeccables, jouant aux héros de la souveraineté dans un théâtre de ruines, tel Néron contemplant Rome en flammes. Leur grandiloquence ne nourrit personne. Leur rhétorique nationaliste ne stoppe aucune balle. Leur morgue ne guérit aucun enfant malade.

Les activistes maliens qui hurlent sur les réseaux sociaux « Vive le Mali souverain ! » avec la ferveur des convertis, se terrent désormais dans le silence ou se ruent vers les aéroports bondés de Bamako. Leur fierté nationale, autrefois tonitruante, s'est évaporée dans les files d'attente interminables pour un visa sénégalais. Les mêmes qui prêchent l'autarcie avec l'arrogance découvrent avec stupeur que sans essence, sans importations,

sans médicaments et sans coopération régionale, un État moderne meurt en quelques semaines. Leur discours populiste, saturé de patriotisme de pacotille et de slogans creux, s'effondre face à la rigueur implacable de l'économie réelle.

Car voilà la vérité que nul ne peut contester : on ne gouverne pas un pays avec des tweets enflammés, on ne soigne pas des malades avec des drapeaux brandis, on ne nourrit pas des enfants avec des discours anti-français. La géopolitique n'est pas une émission de télé-réalité où le plus bruyant gagne. C'est une science exacte où l'incompétence se paie comptant, en vies humaines.

L'isolement diplomatique du Mali est aujourd'hui un cas d'école géopolitique, un manuel vivant de tout ce qu'il ne faut jamais faire. En se brouillant successivement avec l'Algérie, médiateur historique des accords de paix de 2015 et poids lourd régional incontournable, avec la Mauritanie, porte d'accès logistique cruciale vers l'Atlantique, et avec la Côte d'Ivoire, principal pays d'accueil de la diaspora malienne avec plus de trois millions de ressortissants, le Mali s'est volontairement amputé de ses poumons diplomatiques et économiques. Pire : il a sciemment coupé les ponts avec ceux-là mêmes qui pouvaient le sauver. Résultat prévisible : un effondrement géostratégique total.

Le pays est aujourd'hui encerclé de toutes parts dans une tenaille mortelle. Au Nord, les Touaregs indépendantistes, jamais vraiment vaincus, reprennent les armes avec une détermination renouvelée. À l'Est, les groupes djihadistes dominent sans partage la région de Gao, y installant leur loi, leur justice, leur terreur. À l'Ouest, les cellules affiliées à Al-Qaïda infiltrent méthodiquement la frontière sénégalaise, tissant leurs réseaux dans l'ombre. Au Sud, les voies commerciales vers la Côte d'Ivoire sont bloquées, coupant le Mali de son principal débouché économique. C'est une tenaille parfaite, un encerclement géographique, militaire et économique qui signe la faillite stratégique d'Assimi Goïta et de son régime.

Comment un pays peut-il espérer survivre quand il se met à dos tous ses voisins, quand il mord toutes les mains tendues, quand il transforme ses alliés potentiels en spectateurs indifférents de son agonie ? La souveraineté n'est pas l'isolement. L'indépendance n'est pas la rupture suicidaire avec tout son environnement stratégique. Un lion seul meurt ; seule la meute survit. Pendant que le Mali s'écroule sous le poids de ses propres contradictions, une armée d'activistes dits « panafricanistes » continue d'agiter des drapeaux et de crier à la « renaissance africaine » devant leurs caméras. Ces pseudo-panafricains, ou plutôt ces « panafricons » faux prophètes du patriotisme numérique, vendeurs d'illusions en haute définition, ont cru que les discours peuvent remplacer les institutions, que les vidéos YouTube peuvent battre les colonnes djihadistes et que la haine viscérale de la France suffit à nourrir un peuple affamé. Ils ont vanté le « modèle malien » comme le nouvel Évangile politique de l'Afrique libre, l'alpha et l'oméga du renouveau continental.

Aujourd'hui, leur messie militaire s'effondre dans le fracas et la poussière, et leur silence assourdissant est une symphonie d'échec, un opéra tragique de l'imposture démasquée. L'Afrique n'a pas besoin de soldats ivres de pouvoir déguisés en libérateurs. Elle a besoin d'administrateurs compétents, de visionnaires pragmatiques, de leaders qui comprennent que la souveraineté se construit école par école, hôpital par hôpital, route par route pas coup d'État par coup d'État. Derrière les slogans ronflants, derrière

la propagande bien huilée, derrière les conférences de presse triomphalistes, il y a des visages. Des visages d'enfants privés d'école, condamnés à l'ignorance par l'incompétence de ceux qui prétendent les protéger. Des visages de femmes qui marchent des kilomètres sous le soleil de plomb pour un litre d'eau ou d'essence. Des visages de paysans chassés de leurs terres ancestrales par la violence djihadiste. Des villages entiers qui meurent sous la faim et le silence médiatique complice. Des mères qui pleurent leurs fils disparus, des orphelins qui mendient dans les rues de Bamako.

Pendant que la junte s'accroche désespérément à ses fauteuils en cuir, répétant en boucle ses mensonges d'État, le peuple, lui, meurt à petit feu dans l'indifférence générale. Ce drame n'est pas seulement malien : il est humain, profondément humain. Il est régional, car les réfugiés déstabilisent les pays voisins. Il est africain, car il entache l'image du continent entier. Il est universel, car il rappelle cette vérité immémoriale : lorsque les puissants jouent avec le destin des nations, ce sont toujours les innocents qui paient l'addition.

Il est temps que la CEDEAO, l'Union africaine, les Nations unies et les partenaires du Sahel cessent de détourner le regard avec cette lâcheté diplomatique qui caractérise trop souvent les organisations internationales. Les populations du Mali, du Burkina Faso et du Niger ne doivent plus payer le prix exorbitant des aventures militaires absurdes et des illusions de grandeur d'une poignée d'officiers ivres de pouvoir. Ce n'est pas l'Afrique souveraine qui est en danger aujourd'hui, mais l'Afrique vivante. Celle des mères qui pleurent leurs enfants, des paysans qui fuient leurs terres brûlées, des enfants qui n'apprendront plus jamais à lire. Celle qui souffre, qui saigne, qui agonise pendant que les chancelleries discutent et temporisent. L'heure n'est plus aux déclarations diplomatiques policées, aux communiqués sans conséquence. L'heure est à l'action décisive, au courage politique, à l'intervention salvatrice. Car chaque jour qui passe voit des vies supplémentaires brisées sur l'autel de l'orgueil militaire.

La souveraineté n'est pas un mot magique qu'on invoque comme une formule incantatoire. Ce n'est pas un slogan qu'on scande dans les meetings. C'est un système complexe, fragile, exigeant. Un État n'est pas libre parce qu'il crie plus fort que les autres dans les forums internationaux, mais parce qu'il nourrit effectivement son peuple, l'éduque dignement, le soigne efficacement et protège réellement ses frontières. Sur tous ces plans, absolument tous, le Mali d'Assimi Goïta est tout sauf souverain : il est assiégié militairement, appauvri économiquement, isolé diplomatiquement, abandonné stratégiquement.

Les conflits entre nos pays ne sont pas opportuns, car nos États vivent avec une épée de Damoclès du terrorisme et du crime organisé au-dessus de leur tête. En effet, ces conflits à l'intérieur des États et entre les États facilitent la montée en puissance des terroristes, car comme le dit un adage : « Le lézard ne pénètre un mur que lorsqu'il est fissuré ». C'est dire que les conflits entre les États fragilisent la sécurité sous-régionale et cette situation d'insécurité permet aux terroristes de s'installer dans nos États. Les États du Sahel (Mali, Burkina Faso et le Niger) sont devenus des terreaux pour les terroristes parce qu'ils se trouvent isolés et fragilisés face aux terroristes. Ils sont tel un poussin isolé face à l'épervier. Ces pays ayant créé des tensions avec la CEDEAO et des pays voisins censés les soutenir pour combattre le terrorisme, n'ont proposé que des discours belliqueux, sans vision politique ni stratégie diplomatique. Une vérité fondamentale

semble être oubliée : quand les moyens manquent, il faut adapter sa politique à ses ressources. Il se trouve que ces pays de l'AES seuls, n'ont ni la puissance militaire, ni la cohésion nationale, ni les alliances nécessaires pour un imposer un rapport de force durable. Privilégier les discours guerriers, les accusations et les tensions diplomatiques sans fournir des preuves, c'est condamner leur pays respectif à un coût humain et matériel intenable. Les grands dirigeants ne se distinguent pas par des postures de gladiateurs, mais par leur capacité à transformer un compromis imparfait en levier pour l'avenir. Ces jentes à la tête des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) ont confondu courage et vision, bravade et stratégie. Résultats aujourd'hui : des pays plus fracturés, plus vulnérables, plus déstabilisés.

Des accords de défense sont rompus sous prétexte que la présence de l'armée française en Afrique signifierait que nos États ne sont pas souverains. Il est difficile d'adhérer à une telle affirmation pour celui qui fait preuve d'esprit critique. On pourrait répondre à ceux qui soutiennent que l'Afrique n'est pas souveraine parce qu'elle a ses territoires des forces étrangères en ces termes : Les États-Unis d'Amérique sont la première puissance militaire, puissance nucléaire, mais sa sécurité est assurée par l'OTAN. La Russie : deuxième puissance militaire et puissance nucléaire aussi et pourtant elle a sur son territoire des soldats venus de la Corée du Nord, de la Tchétchénie pour assurer sa défense. L'Allemagne est la première puissance militaire en Europe, mais les bases militaires de l'OTAN sont partout dans ce pays. C'est le cas aussi en France. Les bases militaires américaines sont au Japon et dans plusieurs pays au monde. Tous ces pays collaborent militairement. Et c'est à ce niveau que se trouve leur force. La seule façon par laquelle ces pays occidentaux, américains et asiatiques nous devancent sur le plan militaire, c'est parce qu'ils mettent en commun leurs ressources. Ils ont compris la nécessité de se mettre ensemble pour faire face aux défis sécuritaires. En quoi la présence des forces de la Corée du Nord en Russie remet-elle en cause la souveraineté de la Russie ? Qu'est-ce qui fait que nous craignons tant de mettre en commun nos ressources avec ceux qui ont peut-être plus d'expériences militairement ? Qu'on déteste la France ou pas, mais qu'on ne puisse pas dire que l'armée napoléonienne (deuxième puissance militaire en Europe) n'est pas plus âgée et plus expérimentée que nos armées qui, très souvent, ne sont pas républicaines parce que fragilisées par la purge, les arrestations arbitraires des généraux). Au nom d'une souveraineté qui n'en est pas une. Avec les nouvelles configurations du monde, les destins des pays sont liés par des accords économiques, politiques, militaires. Il ne s'agit pas pour l'Afrique de rompre systématiquement à ces accords sous prétexte de défendre leur souveraineté, mais de faire en sorte que les contenus de ces accords soient favorables à nos États. C'est par le travail que tous les segments de notre souveraineté pourront être effectifs et non dans le déni.

Au Mali par exemple, la junte au pouvoir a brandi la rupture de l'Accord d'Algiers comme un acte de bravoure, une délivrance du Mali des chaînes d'un texte imposé par l'étranger. « Restauration de la souveraineté », « dignité retrouvée » : ces slogans nationalistes ont enflammé les discours, comme si cet accord de 2015 était la racine de tous les maux. Mais l'illusion s'est vite dissipée. La rhétorique ne nourrit pas les populations, ne protège pas les villages, n'empêche pas l'État de s'effacer là où il est absent depuis trop longtemps. Depuis cette rupture, le Mali s'enfonce dans l'instabilité. Les convois sont attaqués, les écoles ferment, les marchés se vident, les populations fuient. La peur s'est installée, omniprésente, tandis que l'armée, épaisse et éparsillée, lutte pour contenir une multitude de fronts. Ce n'est pas la souveraineté qui s'est

affermie, mais l'insécurité qui s'est généralisée. Certes, l'Accord d'Alger était imparfait. Il consacrait une autonomie de fait dans certaines régions et alimentait des frustrations légitimes. Mais il avait le mérite de freiner l'escalade du conflit, de limiter le chaos et d'offrir, même fragile, une base pour le dialogue. Déchirer un accord est aisément ; bâtir une alternative crédible est une tout autre épreuve. Or, la junte n'a proposé que des discours belliqueux, sans vision politique ni stratégie diplomatique. Une vérité fondamentale semble oubliée : quand les moyens manquent, il faut adapter sa politique à ses ressources. Le Mali n'a ni la puissance militaire, ni la cohésion nationale, ni les alliances nécessaires pour imposer un rapport de force durable. Les pays du Sahel sortiront-ils victorieux d'une guerre qui ne tue que leurs populations ?

La question est brutale, dérangeante, mais nécessaire. Depuis plus d'une décennie, le Mali s'enfonce dans une guerre dont les seules victimes sont les Maliens eux-mêmes. Civils massacrés, militaires décimés, villages rayés de la carte, communautés dressées les unes contre les autres, tout cela au nom d'une guerre menée pour « la souveraineté », mais qui ne profite qu'à ceux qui s'enrichissent du chaos. Le pays est devenu un champ d'expérimentation où la mort a remplacé le débat politique, et la propagande, la vérité. On ne combat plus pour la République, mais pour des récits. Chacun brandit son drapeau, son ethnie, sa région, sa milice, comme si la nation n'était plus qu'une fiction à défendre dans les discours de Kati. Pendant ce temps, les tombes se remplissent et les familles se vident. Ce n'est plus l'ennemi étranger, ni même l'ombre du terrorisme qui sème la désolation. Ce sont des Maliens qui tuent d'autres Maliens, au nom d'un Mali dont plus personne ne sait à quoi il ressemble. Dans les régions du Nord et du Centre, les forces armées sont accusées d'exactions. Les groupes armés, qu'ils se disent patriotes ou djihadistes, assassinent sans distinction. Les populations, elles, n'ont plus qu'une certitude : mourir en silence, dans l'indifférence générale.

Et pendant que le sang coule, les dirigeants paradent, se glorifient de « victoires » imaginaires et d'opérations « décisives » dont on ne voit jamais les résultats. On célèbre des communiqués de guerre, pas des victoires. On compte les morts, pas les progrès. Et l'on ose encore parler de « guerre de libération » alors que tout indique qu'il s'agit d'une guerre d'épuisement. Le paradoxe est terrible : plus les Maliens se battent, moins le Mali existe. L'État se rétrécit, les écoles ferment, les hôpitaux manquent de tout, les routes sont abandonnées. Même la capitale vit dans l'illusion d'une stabilité factice, protégée par les uniformes et la censure. Le patriotisme est devenu une arme idéologique : celui qui critique la guerre est traité de traître, celui qui l'alimente devient héros.

Mais quel héroïsme y a-t-il à gouverner un cimetière ? À se dire souverain d'un territoire où la vie ne vaut plus rien ? La souveraineté ne se mesure pas au nombre de morts, mais à la dignité des vivants. L'Afrique ne sortira pas victorieuse de cette guerre tant que ses fils et filles s'entre-tueront pour des causes qui ne sont pas les leurs. Le vrai combat n'est pas contre un ennemi invisible, mais contre la haine, l'aveuglement et la manipulation. Le jour où ces pays du Sahel comprendront que leurs souffrances servent de carburant à la machine du pouvoir alors seulement commencera la véritable reconquête : celle de la conscience nationale. Pour l'instant, la guerre continue, absurde et fratricide. Et la seule victoire qu'elle produit, c'est celle de la fragilité de nos États.

Jamais dans l'histoire des États de l'Afrique de l'Ouest, les concepts « panafricanisme » et « souveraineté » n'ont été brandis et revendiqués. Paradoxalement, ils n'ont jamais

été aussi détournés de leur idéal. Dans la fabrique des discours sur le panafricanisme et la souveraineté se cache de vrais problèmes de gouvernance et développement.

3. Derrière les discours panafricanistes et souverainistes

Après les indépendances, les États africains restent malheureusement le théâtre des conflits sociopolitiques. Le climat politique en Afrique reste inquiétant. L'on assiste dans la plupart des pays africains à une mauvaise gestion et la volonté de s'éterniser au pouvoir. Les régimes politiques se succèdent sans grand changement. Ils prêchent la démocratie, mais évoluent dans une sorte de tyrannie. Ils sont des dictateurs, des seigneurs qui conservent tout le pouvoir pour eux et leurs clans. C'est tout le sens de ces propos de Fôté Hrris Memel (1991, p. 274) : « Le président de la République était le père de la nation, le président du parti et le président du conseil du gouvernement, le chef de l'État et en même temps le chef suprême des armées. »

En Afrique malheureusement derrière les discours sur le panafricanisme ou le fait de se présenter tout le temps comme souverainiste, il y a le déni de la démocratie, le refus de la transparence, le tribalisme, le rattrapage ethnique et le régionalisme politique. C'est contre ces pratiques longtemps ancrées dans nos États que les militaires, par le moyen des coups d'État, ont pris le pouvoir comme c'est le cas dans les pays de l'AES. Mais ces tankistes reprennent les mêmes pratiques autoritaires que les présidents contre qui ils ont fait des coups d'État. Seydou Lamine (1979, p. 46) dénonce cette situation en ces termes :

L'Afrique militaire est également synonyme de la marche vers la démocratie : dissolution du parlement, des organes du parti, suspension de la constitution. Plus aucun opposant au régime ne connaît l'humidité des cachots, le passage à tabac dans les commissariats de police. Et ce, grâce à la création de nation-caserne, de la mise en place de gouvernement-état-major, de la pratique de la justice du trou.

Ces propos de Seydou Lamine n'ont pris aucune ride depuis ces années. Ils décrivent parfaitement la situation qui prévaut au Mali, Burkina Faso, le Niger, La Guinée-Conakry. Derrière les discours creux sur le panafricanisme, les régimes militaires se sont attribués cinq sans élection, certains même parlent de présidence à vie. Le président Assimi Goïta a dissout les partis politiques, a procédé à des arrestations de plusieurs opposants, y compris des généraux. C'est pareil au Burkina Faso. Les opposants sont emprisonnés ou envoyés au front en pâture, le peuple est muselé. En Guinée, la volonté du général Mamadi Doumbouya de confisquer le pouvoir se clarifie par l'organisation du référendum portant réforme de la constitution. Cette nouvelle constitution lui permettra de se présenter à l'élection présidentielle.

Enfin au Mali comme au Niger, en Guinée comme au Burkina Faso, les régimes militaires se maintiennent par la peur. La prison ou l'exil pour les voix discordantes et dissonantes. L'opposant guinéen et ancien Premier ministre Cellou Dalein Diallo ne peut rentrer chez lui qu'au risque de se voir jeter en prison. (...) Le général Brice Clotaire Oligui Nguéma (Gabon) tout comme le général Mahamat Déby (Tchad), grâce à la vieille méthode du blanchiment électoral, ont habillé leur putsch en « démocratie » avec des élections contestées et contestables. Ils étaient arbitres, maîtres du jeu et joueurs. Comment ne pas gagner dans ces conditions ? (O. Ndiaye, 2025, p. 143)

Au Mali, l'ennemi est devenu une variable d'ajustement politique. Hier, la France était désignée comme le grand marionnettiste, accusée par la junte et ses relais d'armer et de financer les terroristes. On nous assurait que ses drones, pourtant équipés de technologies de pointe, demeuraient « aveugles » face aux motos des djihadistes sillonnant les routes ensanglantées du pays. Mais depuis le départ des troupes françaises, que reste-t-il de ce récit ? Rien, sinon le besoin urgent de désigner un nouveau coupable. L'histoire se répète avec une facilité déconcertante. À peine la France évincée et diabolisée, l'Algérie est propulsée au rang d'ennemi numéro un. Le discours officiel s'adapte sans vergogne : Alger « héberge, arme, forme et finance » désormais les terroristes. Peu importent les preuves, inexistantes, ou la coopération militaire discrète maintenue avec la France jusqu'à récemment. L'essentiel demeure de préserver la fable, de détourner la colère populaire d'une vérité insoutenable : l'incapacité manifeste de ceux qui prétendaient sauver le Mali.

Les faits, pourtant, ne mentent pas. Les drones acquis à prix d'or par les Forces armées maliennes ne repèrent pas mieux les colonnes de motos ou les pick-up des terroristes que ne le faisaient ceux de l'opération Barkhane. Les convois de camions-citernes continuent de partir en fumée, les villages se vident, les familles fuient. Que dire également du « partenariat stratégique » avec la Russie, cette puissance militaire prétendument invincible ? À quoi sert-il concrètement si l'insécurité s'aggrave et que la souveraineté s'effrite sur le terrain ?

On peut successivement accuser la France, l'Algérie, demain les États-Unis ou la CEDEAO. Une vérité fondamentale demeure néanmoins : aucune puissance étrangère ne viendra régler nos problèmes à notre place. Le mal est d'abord interne. Il réside dans la corruption qui ronge l'appareil militaire, dans l'absence de stratégie cohérente, dans l'obsession de la propagande au détriment de l'efficacité opérationnelle. L'ennemi extérieur ne constitue qu'un écran de fumée destiné à masquer l'échec intérieur.

La réalité s'avère cruelle : nous avons cru qu'un simple changement d'alliés transformeraient notre destin. Remplacer la France par la Russie, pointer l'Algérie du doigt plutôt qu'un autre acteur, comme si une solution miracle allait surgir de ces substitutions. Mais tant que Kati refusera d'assumer ses responsabilités, tant que la junte préférera agiter des épouvantails étrangers plutôt que d'affronter ses propres défaillances structurelles, aucune alliance ne sauvera le Mali.

L'ennemi véritable n'est, ni la France d'hier, ni l'Algérie d'aujourd'hui. Il réside dans notre refus collectif de reconnaître l'incompétence de ceux qui gouvernent et la naïveté de ceux qui les soutiennent. Tant que cette réalité demeurera occultée, le Mali continuera de saigner, prisonnier d'un cycle stérile d'accusations externes qui ne font qu'aggraver son isolement et retarder les réformes indispensables à sa survie.

Il n'y aura pas de panafricanisme véritable en dehors de la bonne gouvernance qui suppose au préalable le respect scrupuleux des libertés personnelles, politiques, économiques et sociales. Or, sur les 55 États africains, seuls, trois sont une véritable démocratie : le Botswana, l'île Maurice et le Cap Vert. Une fédération de pays non démocratique est-elle politiquement et économiquement viable ? Le problème de l'Afrique est moins un manque de souveraineté que le système politique. Contrairement pères fondateurs, nous disposons aujourd'hui des lévriers pour discuter avec le reste du monde. Le berceau de l'humanité a un problème de bonne gouvernance en termes de production et de redistribution de richesse. En effet, la plupart des États africains

indépendants sont confrontés à des problèmes de gouvernance, de planification de la vie sociale. Ces problèmes créent des tensions et fragilisent la sécurité interne.

Le continent africain se singularise par la déconstruction socio-economico-politique et environnementale. Elle se présente comme un espace crisogène ; c'est-à-dire un espace portant consubstantiellement la crise, un espace génératrice de crises. L'Afrique est dominée par une fracture politique qui entraîne la fragmentation de la nation. Elle est l'épicentre de l'embrigadement des droits élémentaires et des libertés fondamentales. Le théâtre politique est caractérisé par l'appauvrissement du débat, la gestion autoritaire et dictatoriale du pouvoir, l'absence de perspective d'alternance, la criminalisation et la destruction de l'État. Les opposants sont vus comme des ennemis et non des adversaires. Le champ politique devient antagonique, l'emprisonnement des voix autres devient une routine et le programme de gouvernement se résume à la propagande. On assiste alors à une perversion de la dialectique et de la rhétorique. La compétence est reléguée au second plan. Aussi nos républiques deviennent-elles des arènes privilégiées de la roublardise doublée d'une gestion approximative de la biodiversité. En somme, les républiques africaines ne sont pas des démocraties ; car les peuples n'y sont pas souverains. Le panafricanisme, au lieu d'être un simple slogan, doit pouvoir permettre de travailler sur ces conflits internes.

Le continent est constitué de particularismes tribaux et la soumission à une autorité, autre que celle de sa tribu, de son clan est encore mal acceptée. Il en résulte des conflits claniques, tribaux. Ainsi, « Aucun État africain n'ayant une réelle homogénéité ethnique, les particularismes tribaux se manifestent avec une force plus ou moins étendue, sur tout le continent noir » (P. Decraene, 1976, p. 87). Par conséquent, confrontées à des problèmes de gouvernance, les nations sont plus soucieuses de leurs stabilités que de leurs dissolutions dans une entité continentale (l'idéal panafricaniste). Ces problèmes internes de gouvernance propre à chaque État contraignent à revoir les priorités des dirigeants quant à l'adhésion à une quelconque fusion continentale tant prêchée par les néo-panafricanistes.

Selon la définition de Pericles reprise par Abraham Lincoln, la démocratie est « le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ». Elle fait allusion à un régime politique dans lequel le peuple est souverain. La souveraineté, selon Jean-Jacques Rousseau, suppose non seulement l'exercice de la volonté générale puisque le bien commun est inaliénable, mais aussi la primauté de la volonté générale sur la volonté individuelle. Il faut donc l'élaboration d'une éthique politique nouvelle fondée sur la justice sociale. La bonne gouvernance en Afrique doit rimer avec : l'obligation de rendre compte, la transparence, la primauté du droit, le respect du droit à la différence, en somme l'instauration d'une société libre. C'est-à-dire une société libératrice, libérée et de libertés.

La démocratie ne saurait être une vue de l'esprit si nous savons que l'histoire est un processus irréversible, impardonnable pour tout peuple qui entend persécuter sa vérité. La liberté vraie réside dans la conjonction de nos différentes faiblesses, dans le sacrifice prolongé, dans la lutte permanente pour une société juste et égalitaire. L'histoire nous enseigne que partout où l'on s'est montré méprisant dans ses relations, où l'on a substitué aux règles de l'humilité et de la tolérance, celles de l'arrogance et du rejet de l'autre, on est allé à l'affrontement sans issu.

Toutes les libertés ont pour préalable le droit à la vie. L'histoire de l'humanité est donc régie par une norme inaliénable qui est le droit à la vie, à la dignité et à l'honneur. Le panafricanisme est censé garantir aux peuples africains cette norme inaliénable et non de rimer avec la destruction de la vie, la privation des libertés comme on le voit dans les pays de l'AES. Mais il a pour quintessence le respect du droit, la liberté d'expression, la justice sociale.

Conclusion

Le panafricanisme est apparu comme un mouvement de coordination, un espace politique d'affirmation œuvrant pour l'unité, la dignité et le bien-être des peuples africains. Avec le temps, le panafricanisme a, dans une certaine mesure, buté sur la construction de l'unité du continent. Le projet de Kwame Nkrumah a cédé le pas au régionalisme qui, à son tour, bute sur les souverainetés nationales. Aujourd'hui, avec l'avènement des régimes militaires en Guinée Conakry, au Mali, Burkina Faso, le Niger, le panafricanisme est vidé de toute substance pour devenir un simple slogan, le rejet de l'Occident, notamment la France y compris les pays africains qui collaborent avec eux, mais derrière se cache la mauvaise gouvernance, le déni de la démocratie et surtout la volonté de confisquer le pouvoir. Ce concept devrait résonner comme un hymne à la dignité retrouvée, une promesse de liberté et de solidarité entre les peuples africains. C'était l'étendard brandi par Nkrumah, Sékou Touré et Cheikh Anta Diop. Cependant, cet idéal est détourné et est même devenu un slogan, car « l'acuité et l'urgence du panafricanisme aujourd'hui ne se mesurent qu'au nombre de « like » et followers » (O. Ndiaye, 2025, p. 102). Dans les capitales du Sahel aujourd'hui où le panafricanisme est tendance et commode, ce noble idéal s'est mué en un slogan de propagande, un discours mobilisateur et une croyance. Notre analyse a tenu à montrer que le panafricanisme doit sortir des discours creux pour servir véritablement les pays africains. Il n'y aura pas de panafricanisme véritable en dehors de la bonne gouvernance qui suppose au préalable le respect scrupuleux des libertés personnelles, politiques, économiques et sociales. Nous voulons inviter les néo-panafricanistes, notamment les régimes militaires du Sahel à sortir des discours creux, provocateurs et à rompre avec les pratiques autoritaires pour s'inspirer de la sagesse de Cicéron révélée dans ces lignes de J. Garrisson (1991, p. 87) :

Quiconque veut bien servir son pays, rappelle Cicéron, doit faire siennes les valeurs développées par disciplines humanistes : la volonté de subordonner les intérêts particuliers au bien public, le désir de combattre la corruption et la tyrannie, l'ambition, enfin d'atteindre à la gloire et à l'honneur pour soi-même et son pays, buts définis comme les plus nobles qui soient.

La prise en compte de la nécessité de mettre en commun nos ressources et la notion de bonne gouvernance dans la stratégie de vulgarisation du panafricanisme, à partir de la philosophie de la souveraineté partagée, serait d'un apport efficient dans la quête de l'unité du continent et la résolution des crises en Afrique.

Références Bibliographiques

DECRAENE Philipes, 1976, *Le panafricanisme*, Paris, PUF.

FEURER Guy, 1961, « Les Conférences panafricaines et l'organisation de la Communauté africano-malgache », *Annuaire Français de Droit International*, Paris, Centre National de la Recherche Scientifique.

KODJO Edem, 2014, ...et demain l'Afrique, Abidjan, NEI-CEDA.

- SEYDOU Lamine, 1979, *Les princes africains*, Paris, LIBRES HALLIER.
- MEMEL Fôté Harris, 1991, *Des ancêtres fondateurs aux pères de la nation : Introduction à une anthropologie de la démocratie*, Paris, EHESS.
- NDIAYE Ousmane, 2025, *L'Afrique contre la démocratie : mythe, déni et péril*, Paris, Riveneuve.
- NKRUMAH Kwame, 2014, « Discours au sommet d'Adis-Abeba du 24 mai 1963 », DAGBO Pierre Godé, *La diplomatie africaine, théorie et pratique*, Paris, L'Harmattan.
- NKRUMAH Kwame, 1994, *L'Afrique doit s'unir*, Paris, Présence africaine.
- ZERBO Yacouba, 2003/4, « La problématique de l'unité africaine (1958-1963) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, Paris, Presses Universitaires de France.
- ZIEGLER Jean, 1978, *Main basse sur l'Afrique*, Paris, Seuil.